

# LA TUNISIE ORGANISE UNE IMPORTANTE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

## Que faire pour lutter contre la corruption et la malversation ?

Organisée par la «Commission nationale d'investigation sur les affaires de corruption et de malversation», la première Conférence internationale sur la lutte contre la corruption et la malversation s'est tenue les 22, 23 et 24 septembre à Hammamet en Tunisie. Cette conférence a réuni un ensemble d'experts et de responsables nationaux et internationaux qui sont intervenus sur six thèmes qui représentent autant d'étapes et de conditions nécessaires à la mise en place d'un système de lutte contre la corruption et la malversation : (I) Dire la vérité, (II) Rendre justice, (III) Etablir les mécanismes de lutte et de prévention, (IV) Modifier la législation, (V) Impliquer la société civile et (VI) Recouvrir les avoirs mal acquis.

Plusieurs partenaires internationaux ont été associés à cet événement inédit dont le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), l'OCDE et l'Union européenne. Pour les Nations unies, cette conférence intervient à un moment décisif de la Tunisie post-révolutionnaire où il est important d'établir les bases d'un système transparent de gouvernance. A ce propos, un expert en matière de gouvernance et consultant au Pnud a affirmé qu'«il est nécessaire aujourd'hui d'initier un dialogue national entre toutes les parties prenantes à propos de la nouvelle architecture institutionnelle à mettre en place pour garantir une lutte efficace contre la corruption». Mme Oumama Ennaïfer, chargée de programme au Pnud a ajouté que «le Pnud apporte l'expertise technique et un éclairage sur les expériences internationales qui permettrait d'enrichir ce dialogue et de bénéficier des leçons apprises» et «la



Photo : D. H.

réussite de la Tunisie dans la mise en place d'un système d'intégrité et de lutte contre la corruption pourrait donner lieu à la création d'un nouveau modèle de gouvernance dans la région arabe».

### Marquer les avancées de la Tunisie sur la voie de la transparence

A ce propos, il est important de souligner que la Tunisie a ratifié la Convention des Nations unies

contre la corruption (CNUCC) en 2008 et que son application devra être soumise à une évaluation par les pairs en 2012. La question du recouvrement des biens mal acquis et les moyens mis en

œuvre par des pays tiers pour les récupérer a été au centre des débats. Il faut également souligner les enjeux d'un tel combat contre la corruption et les malversations qui se situe à un niveau international avec des biens et des liquidités dispersés dans différents pays, soumis à des législations différentes, autant de contraintes qu'il faudra combiner avec les attentes élevées d'un peuple tunisien qui attend avec impatience le rapatriement de son patrimoine dans les plus brefs délais. Les défis de cette conférence internationale et les interrogations qu'elle a posées sont importants pour la mise en œuvre efficace d'un système avéré de lutte contre la corruption sous toutes ses formes. Elle a permis aussi d'enrichir le dialogue et les échanges avec les instances concernées et la société civile afin d'aboutir à un engagement collectif et consensuel sur ce problème majeur et crucial afin de marquer les avancées de la Tunisie sur la voie de la transparence.

Djlali Hadjadj

## Le Maroc représenté, l'Algérie absente comme d'habitude

Au cours de cette rencontre de 3 jours, le représentant du Maroc, Yasser Chekayri, responsable à l'Instance centrale de prévention de la corruption (ICPC), a présenté un exposé sur l'expérience du Maroc en matière de lutte contre la malversation et la corruption.

Cette rencontre a connu la participation d'un grand nombre de responsables et experts en la matière, de Tunisie et de plusieurs pays arabes et étrangers, ainsi que de représentants d'organisations internationales concernées par la lutte contre la corruption.

Présidant la séance d'ouverture de cette rencontre organisée, le président tunisien provisoire Fouad Mebazaa a indiqué que l'Assemblée nationale constituante, qui sera élue en octobre prochain «se fixera parmi ses priorités

la lutte contre la corruption et la malversation» en Tunisie. La Tunisie a choisi, après la révolution du 14 janvier 2011, «une orientation rationnelle pour juger les symboles de la corruption fondée sur l'organisation de procès justes, intègres garantissant leur droit à la défense.

Il s'agit de la véritable voie saine pour réaliser une justice loin de tout esprit de vengeance», a-t-il dit. Il a, aussi, insisté sur l'importance de l'indépendance de la justice et la réforme du

système judiciaire, puisqu'il s'agit de «l'un des plus importants piliers du régime démocratique», ajoutant que son pays œuvre, actuellement, à la consolidation de nouveaux mécanismes pour réaliser une justice transitoire dans le but de construire l'avenir de la Tunisie sur des bases saines. Le gouvernement algérien, invité à cette conférence, a une fois de plus brillé par son absence.

D. H.

### À LA RECHERCHE DE PARADIS FISCAUX ET DE «FACILITATEURS»

## Les dirigeants syriens exfiltrent leur fortune

Les dirigeants syriens préparent l'exfiltration d'une partie de leur fortune, au cas où ils seraient renversés malgré la répression menée actuellement à huis clos.

De source généralement bien informée à Damas, des hommes d'affaires et dirigeants syriens ont participé récemment à des réunions avec quatre financiers turcs basés en Allemagne et aux Pays-Bas pour préparer le transfert de 250 millions de dollars d'actifs financiers.

Ces derniers appartiennent au président syrien, Bachar al-Assad, à son cousin, Rami Makhlouf, principal homme d'affaires du pays (BTP, pétrole, télécommunications), au frère du président et chef de la garde présidentielle, Maheral-Assad, au chef des services de renseignement, Ali Mamlouk, et au chef du ren-

seignement militaire, Adulfatah Qudsiyeh. Grâce à la corruption, ces hommes auraient accumulé en quinze ans un patrimoine évalué en milliards de dollars. Ce n'est donc qu'une petite partie de leur patrimoine qui serait transféré par précaution à l'étranger.

Ce qui indique que le régime et encore très confiant dans ses chances de survie. On explique de même source que, puisque l'Union européenne et les Etats-Unis ont imposé début mai des sanctions et saisi des avoirs d'une douzaine de ses dignitaires (mais pas de Bachar al-Assad), le régime privilégie les pays musulmans d'Asie du Sud-Est. Se prépare ainsi un transfert en Malaisie de 25 millions de dollars vers la banque centrale et de 34 millions vers la banque Exim. D'autres transferts vers des paradis fis-

caux, notamment européens, sont aussi prévus. Le régime compterait utiliser les services de la banque irano-allemande EIH, un des rares établissements occidentaux travaillant encore avec l'allié iranien de la Syrie, ce pourquoi il a d'ailleurs été frappé de sanctions américaines à l'automne dernier. Les dirigeants syriens chercheraient aussi des «facilitateurs» via l'ONG turque IHH (fonds de secours humanitaire), implantée dans 30 pays. L'ONG est liée à des organisations islamistes radicales. Ce recours à une ONG turque peut surprendre toutefois, souligne Abdel Darwish, le porte-parole du mouvement d'opposition «Comité du 15 mars», étant donné que le gouvernement turc ne tolérerait aucun appui au régime syrien actuellement.

LSC

## À L'INITIATIVE DE LA LADDH

### Première étude sur le degré d'implication du citoyen algérien dans la lutte contre la corruption

Dans le cadre des activités de la cellule de lutte contre la corruption et de protection des biens publics, la LADDH (Ligue algérienne de défense des droits de l'homme) lance sa première étude sur le degré d'implication du citoyen algérien dans la lutte contre la corruption.

Il s'agit d'évaluer le regard que porte le citoyen sur la corruption et sur la volonté des autorités de lutter contre ce fléau.

Pour mener à bien cette étude, la cellule de lutte contre la corruption lance durant un mois un questionnaire à travers

le territoire national pour récolter le maximum des opinions. Par ailleurs, les citoyens peuvent participer à l'étude en téléchargeant et en répondant en ligne au questionnaire qui sera sur le site de la LADDH ([www.la-laddh.org](http://www.la-laddh.org)), ou le demander par mail à l'adresse suivante : [corruption@la-laddh.org](mailto:corruption@la-laddh.org). Les conclusions de cette étude seront publiées avant la fin de l'année en cours. Le coordinateur de la cellule est M. Atoui Mustapha. Pour remplir le formulaire en ligne : <https://docs.google.com/a/la-laddh>

### A nos lecteurs

Le «Soir corruption» du lundi 19 septembre n'est pas paru pour des raisons liées à l'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs.